

*Centre Africain de Formation et
de Recherche Administratives
pour le Développement*



Fondation Hanns Seidel



La gouvernance de la sécurité nationale : défis et perspectives

***Nouvelles stratégies pour riposter contre les menaces
grandissantes de sécurité en Afrique et soutien aux
efforts de développement***

***Conférence panafricaine d'experts et des professionnels sur
la sécurité et le développement***

***"Menaces actuelles à la sécurité nationale
et au de développement de l'Afrique : défis, opportunités et stratégies"***

Par :

***Dr. Simon Mamosi LELO
Directeur Général du CAFRAD*
E-mail : smnlelo@gmail.com / cafrad@cafrad.org***

***9 – 11 Avril 2012
Salle de conférences de l'hôtel El Oumnia Puerto,
Tanger (Maroc)***

Introduction :

Il est de plus en plus reconnu qu'il existe une relation entre la sécurité et le développement. La sécurité influe sur le processus de développement des pays. L'insécurité perturbe les pays et empêche la réalisation des programmes de développement. Par ailleurs, c'est le développement qui procure le bien-être des populations. Un pays qui ne connaît pas de développement économique et social ne peut prétendre au bien être. Les trois facteurs sont intimement liés, c'est à dire assurer la sécurité nationale pour soutenir le processus de développement qui amène au bien être social.

Dans le cadre de cet exposé, le concept de sécurité nationale est pris dans son sens large qui concerne la sécurité étatique, c'est-à-dire la sécurité des personnes, des institutions, des biens et du territoire national. Cependant, nous ne perdons pas de vue que la sécurité nationale doit également inclure d'autres domaines, comme la sécurité humaine, la sécurité sociale, etc. Ces domaines sont aussi importants mais seront abordés dans d'autres occasions.

Par ailleurs, par services de sécurité, nous entendons, dans le contexte de ce document, l'ensemble des services et agences de l'Etat dont la mission principale est d'assurer la protection ou la sécurité de la nation. Ces services incluent principalement les forces armées, la gendarmerie, la police, la sûreté ou services de renseignements, la garde des frontières, la douane, etc. A ces services s'ajoutent également les services de la protection civile, les services de pompiers, les services médicaux d'urgences, etc. En outre, il existe aussi des services similaires qui sont de caractère privé, ou qui sont mis en place par des représentations diplomatiques et des organisations internationales, comme les Nations Unies. Tous ces services concourent à la protection des pays et à la sécurisation des habitants et du processus de développement économique et social.

La gouvernance de la sécurité nationale, dans le sens de ce document, est inclusive. Elle comprend non seulement la sécurité du secteur public, mais aussi la sécurité assurée par le secteur privé, les représentations diplomatiques, les organisations internationales, etc. Il s'agit de voir comment l'ensemble de ces services peuvent travailler en synergie pour assurer, chacun dans son domaine et son secteur, la sécurité au niveau de tout le pays.

L'exposé est divisé en trois grandes parties comprenant : les menaces actuelles à la sécurité, les causes de ces menaces et les stratégies à mettre en place pour riposter contre ces menaces. Ces trois parties constituent un tout, et sont schématiquement présentées dans les lignes qui suivent.

I. Les menaces qui troublent actuellement le continent africain :

Le continent africain n'est pas épargné aux diverses menaces qui troublent actuellement la sécurité internationale. Ce sont tous les continents qui sont affectés, parce que ces menaces sont internationales. Par ailleurs, ces menaces affectent non seulement la sécurité des pays, mais également freinent les efforts de développement et de la coopération internationale. Les plus importantes de ces menaces sont les suivantes :

1- Le terrorisme international :

Le terrorisme n'est plus un phénomène inconnu en Afrique. Les cas de terrorisme se font de plus en plus remarquables. C'est surtout le terrorisme international qui arrive en Afrique, avec ses effets négatifs sur la population et le développement en général.

Le terrorisme non seulement tue les innocents et détruit les biens mais aussi déstabilise les gouvernements. Les effets négatifs du terrorisme sont déjà palpables dans certains pays, particulièrement les pays de la région du Sahel, en Somalie, au Kenya, au Nigeria, etc. La tendance actuelle n'est pas à la diminution, mais au contraire à l'expansion du terrorisme dans divers pays d'Afrique. Cette situation constitue une menace majeure au continent. Cependant, comme on le sait, il n'y a pas que l'Afrique mais c'est ce sont tous les continents qui sont menacés parce que le terrorisme est international et affecte presque tous les pays du monde. Les mesures à prendre pour lutter contre ce phénomène doivent dans ce contexte impliquer tous les pays.

2- La criminalité internationale organisée :

Le continent africain est de plus en plus en proie aux diverses pratiques illégales qui entrent dans le cadre de la criminalité internationale organisée. Ces pratiques constituent des violations flagrantes contre le droit et sont des sources de fraudes, d'illégalité et de malhonnêteté. Ces crimes non seulement tuent mais aussi déstabilisent la société et empêchent un développement économique normal. Les cas les plus remarquables de la criminalité internationale organisée concernent le trafic des drogues, des armes et des humains ; le blanchiment d'argent ; la piraterie ; la prise d'otages ; la contrebande ; le banditisme, etc.

Cette criminalité est dite organisée et internationale parce qu'elle implique souvent divers groupes dispersés dans différents pays. Ces groupes opèrent souvent en réseaux, se complétant ainsi pour atteindre leurs objectifs. Combattre cette criminalité implique la participation des divers services de sécurité de tous les pays du monde.

3- Les mouvements de protestation, de revendication et de révolte :

Plusieurs pays sont actuellement affectés par des manifestations de masses. Ces manifestations sont organisées par des syndicats, des associations ou des groupements d'intérêts. Certaines de ces manifestations sont préparées et organisées, d'autres par contre sont spontanées. Les raisons de ces mouvements sont multiples. Certains revendiquent leurs droits et leur dignité, d'autres protestent contre les décisions ou les politiques des autorités, et il y a aussi ceux qui se révoltent contre leurs gouvernements.

Les conséquences de ces mouvements sont souvent imprévisibles. Pour l'Etat et les services de sécurité, ces mouvements constituent un défi majeur pour trouver, d'une façon pacifique des solutions et des réponses à ces réclamations. Ces mouvements sont souvent des signes de mécontentement social qui nécessitent une analyse approfondie pour comprendre les causes et trouver ensemble des solutions aux problèmes posés.

4- Les tentatives de rébellion, de sécession et de coup d'Etat :

Si ces pratiques sont surtout du passé, néanmoins, des cas isolés existent encore dans le continent. L'Afrique n'est pas encore totalement sortie de ces menaces qui déstabilisent les pays. Les conséquences de la rébellion, de la sécession ou de coup d'Etat sont néfastes pour les pays, parce qu'il y en résulte des tueries, des destructions, de déstabilisation des institutions, des régressions économiques et sociales. C'est donc une grande responsabilité

pour les gouvernements et les services de sécurité d'empêcher ces pratiques pour préserver l'intégrité territoriale et assurer la continuité des institutions de l'Etat.

5- La naissance de nouveaux acteurs de l'insécurité :

Les services de sécurité sont actuellement en face de nouveaux acteurs de l'insécurité. Ce sont des groupes d'individus ou des bandes armées, sans formation militaire et n'ayant aucune connaissance ni considération des droits et des règlements de la guerre. Ils se servent de leurs armes pour atteindre leurs buts. Cependant, comme on le sait, les forces armées actuelles ont été formées pour faire la guerre contre d'autres armées. Combattre contre les non-militaires ou contre les illégaux constitue un problème majeur pour l'armée qui doit avoir à faire avec des individus ou des groupes qui ne sont pas formés pour ce domaine.

En fait pour le moment, les guerres entre pays sont devenues des cas rares. On assiste par contre à la recrudescence des cas où les forces armées sont appelées à mater une rébellion ou une sécession, ou encore à lutter contre le terrorisme. L'armée n'est plus l'instrument de guerre contre un autre Etat, mais surtout de maintien de paix et de sécurité à l'intérieur du pays. Cette situation nécessite des changements importants et des adaptations quant aux missions des forces armées et aussi à leurs stratégies d'intervention. Faire face à ces nouveaux types de combattants ou guerriers, qui sont des civils, est un grand défi pour les forces armées et l'ensemble des services de sécurité qui doivent trouver d'autres techniques répondant à ce nouveau contexte.

6- La mondialisation :

Les nouvelles facilités offertes par les moyens de transport, la libre circulation des biens et des personnes, les avancées dans les sciences et les technologies, particulièrement les technologies de l'information et de communication, notamment l'internet, le développement des connaissances, la compréhension et la confiance entre peuples ont bouleversé la vie de ce monde. Ces changements qui sont positifs et qui ont grandement amélioré notre vie, ont aussi malheureusement de côté négatif. Ces facilités ont permis et permettent encore l'expansion du terrorisme et de la criminalité dans le monde. A cause de la mondialisation, les menaces aussi deviennent internationales. Les menaces qui affectent les pays de l'Asie ou de l'Amérique Latine sont aussi senties en Afrique. Le trafic des produits illicites, le terrorisme, le blanchiment d'argent et beaucoup d'autres pratiques illégales de ce genre sont souvent favorisées par les facilités de la mondialisation. Dans ce contexte, la mondialisation est un atout pour l'humanité, mais aussi la source de menaces à la sécurité nationale et internationale.

Ces différentes menaces constituent un handicap pour le développement du continent. Devant ces menaces, les gouvernements ont à faire face à la fois à l'insécurité, aux difficultés budgétaires et aussi aux différentes demandes de la population. En réalité, pour les pays affectés par l'insécurité, la priorité est aujourd'hui accordée à la sécurisation de pays. Satisfaire les besoins des peuples ou mener les programmes de développement est devenu secondaire, ce qui est dramatique pour ces pays. Mais pourquoi ces menaces ou quelles sont les causes de l'insécurité pour pouvoir chercher des solutions ?

II. Les causes de l'insécurité :

Comme on peut le constater par ce qui précède, les menaces dont font face les pays africains sont d'ordre interne et externe. Certaines menaces sont d'origine externe ou

internationale, comme le terrorisme et la criminalité. Endiguer les manifestations de ces phénomènes nécessite la collaboration de tous les pays du monde. Cependant, d'autres menaces sont internes en Afrique ou dans chaque pays. C'est à chaque pays d'examiner ces différents cas pour y accorder l'attention nécessaire. Les plus importantes causes de l'insécurité sont les suivantes :

- 1- Faiblesse et fragilité des Etats. Lorsqu'un Etat a du mal à asseoir son autorité dans tout le territoire national, à contrôler l'ensemble des activités du pays, ou à satisfaire les besoins de sa population, sûrement, cet Etat est vulnérable aux multiples cas d'insécurité. Un Etat dont l'autorité est ferme, qui veille à son intégrité et qui se préoccupe pour sa population, a beaucoup plus de chance de vivre dans la paix et la sécurité. Plusieurs raisons sont à la base de cette faiblesse, notamment les conflits sociaux ou politiques, le style de leadership, l'isolement auprès de la communauté internationale, etc.
- 2- Régime dictatorial. Un pays dont le système gouvernemental est dictatorial ou totalitaire, prive la population de ses droits et empêche l'expression de la liberté. Cet Etat cause la frustration, le mécontentement et la révolte. Ces régimes sont souvent critiqués parce que les autorités choisissent d'imposer au lieu de dialoguer ou de priver au lieu d'autoriser.
- 3- Injustice, exclusion, discrimination et corruption. Un Etat livré à ces pratiques cause des désordres et occasionne des tentatives de sécession, de rébellion et de coup d'Etat. Ce sont des pays où la population n'a pas confiance à ses dirigeants et où il y a des nantis et des exclus.
- 4- Instabilité politique. Un pays qui vit dans l'instabilité politique est une proie à l'insécurité. Ce sont ces types de pays qui attirent les criminels, les terroristes et tous ceux qui opèrent dans le désordre. L'instabilité politique, comme la faiblesse de l'Etat, ne permet pas aux institutions du pays de fonctionner normalement, ce qui cause le laisser-aller, le désordre et le sous-développement.
- 5- Difficultés économiques et financières. Un pays dont l'économie est à plat et la monnaie en perpétuelle dévaluation aura du mal à affronter les mécontentements de la population. Ces difficultés économiques peuvent se sentir dans la rareté des produits de base et la hausse des prix.
- 6- Rivalités entre groupes ethniques, entre différentes croyances religieuses et entre courants idéologiques. Les différentes entités d'un même pays peuvent constituer une richesse et un atout, mais aussi parfois une menace d'instabilité. Lorsqu'il y a antagonisme ou rivalité entre les différents groupes qui peuplent un pays, certainement on doit s'attendre aux cas d'insécurité.
- 7- Nouvelles technologies. Les nouvelles technologies ont apporté certaines facilités à la vie de l'humanité. Cependant, ces facilités sont exploitées et utilisées également pour des pratiques illégales. L'internet est par exemple devenu le moyen pour les terroristes et les criminels non seulement de se contacter mais également pour transférer illégalement les fonds d'argent, recruter et former les membres, et aussi pour mener des cyber attaques. En plus de l'internet et d'autres

moyens de communication comme le téléphone, certaines autres technologies sont disponibles et utilisées par ces criminels, comme les diverses formes d'explosifs, les bombes, les substances chimiques, biologiques, radiologiques, nucléaires, etc. La disponibilité de toutes ces technologies et leur accès aux terroristes et aux criminels constituent une grande menace, non seulement pour la sécurité du continent africain mais aussi pour le monde entier.

Ces différents cas sont en grande partie, la cause de l'insécurité en Afrique. Certes, ces cas ne sont pas les seuls, il en en d'autres. Mais ceux indiqués ci-dessus constituent les principales, et qui sont la base de la plupart des cas d'insécurité dans le continent. Bien analyser ces cas et leur fondement pour en trouver des solutions est une nécessité pour la sécurité en Afrique. Quelles approches ou quelles stratégies à suivre pour trouver des solutions à ces causes ?

III. Stratégies à considérer pour faire face à ces menaces :

Certainement, l'Afrique n'est pas le seul continent vivant sous les menaces de la sécurité et du développement. Les menaces étant globales, les stratégies à adopter doivent aussi avoir un caractère international. Ces stratégies doivent proposer des solutions aux menaces et aux causes internationales et à celles qui sont nationales. Parmi les solutions ou les stratégies que les gouvernements et les services de sécurité sont appelés à examiner et à appliquer, on peut citer les suivantes :

- 1- Le renforcement de la bonne gouvernance. Il est nécessaire que les pays doublent leurs efforts dans la voie de la bonne gouvernance, qui met l'emphase sur l'efficacité des services publics et des institutions de l'Etat, la transparence, la redevabilité, la participation, l'inclusion, les résultats, etc. La bonne gouvernance doit se traduire à travers toutes les actions et décisions du gouvernement. Un gouvernement efficace et équitable travaille pour le bien-être de tous, évitant ainsi les possibilités de l'insécurité.
- 2- La démocratisation. Les Etats sont appelés à poursuivre le processus de démocratisation fondé sur la liberté, le respect des droits et de la dignité humaine. La démocratisation ouvre la voie vers la créativité, l'entrepreneuriat, la confiance et le respect mutuel.
- 3- L'amélioration des conditions de vie des populations. Les gouvernements doivent assurer la sécurité humaine et sociale de leurs populations, en créant les emplois, favorisant les affaires, construisant les infrastructures, et en assurant le bien-être de tous. C'est par ces actes que les populations se sentiront en sécurité contre la faim, la maladie, les intempéries et de toutes les actions néfastes.
- 4- Le développement économique. La croissance économique permet aux gouvernements de réaliser les programmes et projets de développement. C'est aussi par les activités économiques que les pays arrivent à répondre aux besoins sociaux des populations. Il est donc indispensable que les conditions de la croissance économique soient renforcées et améliorées pour répondre aux diverses demandes des populations.

- 5- Le renforcement des capacités des services de sécurité nationale. Les services de sécurité sont au premier plan du processus de sécurité. Leur rôle est primordial dans la sécurisation des pays. Ce sont ceux qui doivent assurer la sécurité du territoire, des institutions, des populations et des biens. Pour ce faire, il leur faut des capacités et des compétences, assurées à travers la formation et le perfectionnement continu dans les nouvelles approches et stratégies de la sécurité, la mise à leur disposition des moyens opérationnels, des structures organisationnelles adéquates et adaptées à leurs missions changeantes et une coordination efficace pour une meilleure performance des services. Il est impératif que les services de sécurité disposent non seulement de la compétence mais également des facilités appropriées à leur responsabilité de protection, de surveillance, de sécurisation et de soutien au développement.
- 6- La révision des missions et des stratégies des services de sécurité, particulièrement celles des forces armées. Il est indispensable que les missions des services de sécurité nationale répondent aux besoins actuels des pays. Ces missions détermineront les stratégies et les approches à suivre pour adapter les services aux nouvelles menaces auxquelles les pays font actuellement face.
- 7- Le renforcement des services de renseignements ou de sûreté nationale. L'importance capitale des services de renseignement est de plus en plus démontrée. Ce sont ces services qui doivent assurer la surveillance, la détection, le suivi et la collecte d'information. Pour être efficaces, ces services doivent travailler en étroite collaboration avec les services de la police pour guider les arrestations et les prises des produits, tout en se faisant accompagner et protéger par les éléments de la gendarmerie et de l'armée.
- 8- Renforcement des capacités dans l'utilisation des nouvelles technologies. En plus des méthodes traditionnelles, un certain nombre d'actes de criminalité et surtout de terrorisme se font actuellement à travers les nouvelles technologies. Diverses technologies sont développées en ce moment pour mieux contrer les plans de sabotage, de tuerie, de déstabilisation, de contre bande, etc. Ces technologies sont utilisées pour assurer la surveillance, la reconnaissance, la détection, la traque, la poursuite, la saisie et l'arrestation des suspects. En outre, les technologies existent pour détecter et localiser les produits ou les substances illicites, cachés dans des containers ou des emballages spéciaux. Ces technologies sont basées sur les images, les sons, les signaux et plusieurs autres moyens modernes fondés sur l'intelligence humaine ou les équipements spécialisés. Il est indispensable que la communauté des services de sécurité se penche vers ces technologies pour les connaître et les maîtriser, afin de lutter efficacement contre tous ceux qui utilisent ces mêmes technologies à des fins de criminalité ou de terrorisme.
- 9- La transformation des stratégies et des modes d'intervention des services de sécurité. Dans presque tous les pays, il existe un fossé entre les services de sécurité et la population. Les services de sécurité, particulièrement ceux de renseignement ou de sûreté, sont souvent taxés de brutalité envers la population. Cependant, en réalité, ces services existent pour protéger la population. Au lieu d'être des services de répression, ils devraient au contraire être connus pour des services de protection. Les services de sécurité ne servent pas uniquement à protéger les autorités ou les frontières. Ils ont aussi le mandant d'être au service de la population. Un

changement de mentalité est nécessaire de deux côtés, pour que la population se sente en sécurité devant les agents de la sécurité, et que les services de sécurité puissent protéger toute la population, sans distinction.

- 10- La sensibilisation et éducation de la population. La lutte contre l'insécurité ne doit pas se limiter aux efforts du gouvernement et des services de sécurité. La population est aussi appelée à s'associer à ces efforts. La population, particulièrement les jeunes, doit s'impliquer dans cette lutte par la collaboration avec les services de sécurité, la participation dans la résolution pacifique des conflits, la surveillance des cas suspects, et la vigilance dans les communautés. Cette sensibilisation doit privilégier le dialogue, la concertation et la confiance mutuelle entre services de sécurité et la population.
- 11- La collaboration entre les services de sécurité du secteur public, du privé, des représentations diplomatiques et des organisations internationales. Dans un pays, la sécurité est assurée par de nombreux services, ayant des spécificités et des champs d'intervention bien déterminés. Du fait que les menaces actuelles ne distinguent souvent pas de cibles, tout secteur peut être victime d'une opération de criminalité ou du terrorisme. Pour ce faire, des mécanismes de concertation, de collaboration et d'échange d'informations sont nécessaires pour coordonner les actions et produire des résultats d'intérêt national.
- 12- Le renforcement de la collaboration entre différents services de sécurité nationale au niveau international. Dans la situation actuelle de la mondialisation, un pays n'est plus capable d'assurer seul sa sécurité, quelles que soient ses possibilités. La sécurité est devenue interdépendante. Une collaboration étroite dans le renforcement des capacités et dans l'échange des connaissances et d'informations est devenue une nécessité.

Ces quelques idées ne suffisent pas, à elles seules, à transformer les services de sécurité en Afrique. Néanmoins, si ces différents points sont pris en considération, ils peuvent servir d'un point de départ menant vers des changements. La sécurité nationale est une condition de base pour le développement. De nouvelles stratégies et approches sont nécessaires et indispensables pour pouvoir faire face à la situation actuelle en Afrique et préparer le développement. Ces différentes suggestions sont à développer davantage et à détailler dans un programme national de réforme et de modernisation de la gouvernance de la sécurité nationale qui doit, à son tour faire partie du programme national intégré de réforme et de modernisation des services publics et des institutions de l'Etat. C'est en réalité l'objet principal de ce document et aussi de cette conférence.

Conclusion :

Les menaces actuelles à la sécurité nationale dans divers pays sont réelles et doivent attirer l'attention des responsables des pays et des services de sécurité. Ces menaces ont des causes qui doivent être examinées et considérées. En outre, il est nécessaire que les services de sécurité soient en mesure de remplir efficacement leurs responsabilités respectives pour faire face à ces diverses menaces. Ces responsabilités sont cependant évolutives. Elles doivent s'adapter aux types de menaces à affronter. Pour ce faire, il est indispensable que les missions de ces services soient adaptées aux nouvelles exigences de la sécurité. Ces services nécessitent de ce fait des stratégies de réforme et de modernisation pour non seulement réussir

leur missions mais également se compléter avec leurs homologues des autres continents qui sont engagés dans les mêmes préoccupations. C'est dans ces conditions que les pays africains réussiront à affronter les défis actuels de la sécurité et du développement.

Recommandations :

Pour pouvoir mettre en application les stratégies suggérées dans ce document, il est recommandé ce qui suit :

1. L'établissement des structures de collaboration entre les divers services nationaux impliqués dans le processus de la sécurité nationale;
2. La mise en place des mécanismes de coordination de tous les services de la sécurité nationale, par exemple sous la forme d'un Conseil National de la Sécurité, réunissant régulièrement tous les responsables des services et agences de la sécurité nationale ;
3. La création des bases de données sectorielles de sécurité, connectées entre elles sous la forme de réseaux, et coordonnées au niveau national par l'organe de coordination, qui peut être le Conseil National de Sécurité ;
4. La création des structures de renforcement des capacités en matière de sécurité nationale et cela, au niveau national, sous-régional et régional ;
5. La réforme et la modernisation des services de sécurité, visant à adapter leurs missions, leurs stratégies, leurs interventions et leurs modes d'organisation au contexte actuel et aux exigences de la sécurité nationale et internationale ;
6. Le renforcement de la collaboration sous-régionale, régionale et internationale dans le domaine de la sécurité, en assurant le partage d'expériences, d'informations, des connaissances et des renseignements dans les nouvelles stratégies de sécurité nationale.
7. Le CAFRAD, étant une institution panafricaine intergouvernementale doit, en collaboration avec ses partenaires, épauler les gouvernements africains dans leurs programmes de réforme et de modernisation des services de sécurité, d'adaptation des missions et des stratégies aux exigences actuelles et futures et aussi, dans l'implication de la sécurité au processus de développement économique et social.

Cette conférence est organisée dans le cadre du programme du CAFRAD portant sur la réforme et la modernisation des services publics et des institutions de l'Etat, et aussi celui de renforcement des capacités de leadership, de gouvernance et de politiques publiques en Afrique. Comme d'autres services du secteur public, la sécurité nationale nécessite réforme, modernisation et adaptations aux nouvelles stratégies pour mieux protéger les pays et assurer la sécurité de tous. Un leadership participatif et démocratique est aussi nécessaire pour améliorer la performance de des services de sécurité en Afrique.